

La confusion s'installe

Posté le : 28 mars 2010 11:03 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Attitudes

La confusion s'installe

La confusion est le compagnon de l'inquiétude. Les deux s'installent en même temps. Résultats : les faits les plus simples sont ignorés et les discussions se perdent en diatribes inutiles.

* La confusion de l'opinion.

Elle était visible comme le nez au milieu de la figure lors du débat stérile chez Arlette Chabot sur A2.

Qui est en crise ? Depuis quand est-on en crise ?

Ces deux questions firent débat bien inutilement, faute une fois de plus de ne rien comprendre à la notion de cycles. Il y a un cycle de 8-10 ans. On a donc une succession de crises et de périodes moins difficiles. Les points bas des récessions récentes : 74, 83, 93, 2001, 2009. Chaque phase de récession a sa séquence : bourse et banque sous tension ; puis activité générale en berne -déficits extérieurs ; déficits publics-chômage-faillites ... La crise part toujours des Etats Unis et se répand dans le monde en 2-3 ans. Dans chaque zone atteinte successivement, Il faut près de trois ans pour que le scénario se déroule. Le chômage baisse en dernier et la reprise de l'emploi est en général ignorée puis niée puis minimisée avant d'être finalement reconnue...juste avant le début de la récession suivante. Si tous les participants avaient eu ce schéma répétitif en tête le débat aurait pu progresser au lieu de s'enliser.

Il est clair que l'année 2010 va être celle où beaucoup d'entreprises vont craquer au moment où l'Etat n'a plus les moyens de les sauver compte tenu des déficits accumulés. Les résultats apparaîtront en 2011. Au moment où la question d'un sauvetage des finances publiques sera au plus chaud. En 96, trois ans après le pic de la récession de 93, Alain Juppé avait assommé le pays par un coup de massue fiscal inouï...et avait cassé la reprise qui se dessinait. On recommence ? Le calendrier électoral ne s'y prête pas. Les élections présidentielles éviteront ce scénario, sauf si évidemment un épisode à la grec précipitait les événements. En revanche, gare à la préparation du budget 2013 !

Il aurait pu être intéressant aussi de souligner que depuis 1974, la solution choisie par la France aura été "le tout Etat" et le privilège donné à la dépense publique. Tout le monde constate que nous sommes arrivés déjà endettés au stade où il a fallu laisser se creuser tous les déficits. Personne n'a voulu donner les chiffres ni préciser les processus (nous l'avons fait ici dans une dizaine d'articles). Quelques mots auraient été bienvenus sur le désastre qu'aura été "l'énarchie compassionnelle" de droite et de gauche et la tendance bien pensante répandue dans le peuple que par l'impôt et la dépense, en ne faisant aucune réforme douloureuse, chacun pourrait s'y retrouver. Nous nous sommes fourrés dans le piège avec une constance admirable. De vrais Grecs, en moins imaginatifs.

* La confusion politique française autour de la "rupture"

L'impression de fausse rupture avec un passé de laxisme et de facilités est tout aussi clairement à la base de l'énorme abstention constatée aux dernières élections régionales et la cause du désamour

cinglant qui frappe le Président de la République. Lors de la campagne de 2006 nous avons écrit moult articles sur le forum du Monde pour avertir N. Sarkozy de ne pas faire le Matamore en affirmant qu'il allait faire reprendre à la France le chemin de la croissance ultra rapide. Nous avons même multiplié les courriers aux différents instances de l'UMP ! Avec toujours le même thème : vous allez avoir à affronter une crise très dure en milieu de mandat alors que la France est très mal préparée à la subir. Annoncez plutôt du sang et des larmes !

D'accord les corbeilles à papier ne sont pas faites pour les chiens, mais tout de même, les faits évoqués et les arguments étaient si forts, qu'il est déraisonnable que personne n'ait pris le temps de lancer l'alerte. Ou révélateur.

Du coup toutes les mesures du début du quinquennat ont été à côté de la plaque, en même temps que Nicolas Sarkozy révélait son vrai tempérament : non pas un coureur de fond (au sens fond des choses) mais un homme politique n'ayant qu'une boussole électorale à la main et faisant des sprints successifs sous des banderoles politiquement correctes. En vue de l'élection de 2012 il fallait montrer qu'on n'avait pas créé un "état Ump" et qu'on était "socialo compatible", contrant à la fois le PS et Bayrou : voilà l'ouverture à des personnalités socialistes. En vue de satisfaire la tentation écologiste bien pensante, il fallait le Grenelle de l'environnement, une hyper présence à Copenhague et... la Taxe Carbone. En vue de se couvrir de l'accusation toujours proche pour un élu de droite d'indifférence aux pauvres il fallait Martin Hirsh et... le RSA, au prix d'être renégat sur la promesse de ne pas créer de nouvel impôt majeur.

En même temps on multipliait les taxes (depuis la chute de Jospin, on doit être à la quarante cinquième taxes "de droite"!). Et on laissait s'en profiler d'autres. Indépendamment de la taxe Carbone, flottaient dans l'air la taxation des transactions financières et la taxation des banques, tout en criant qu'on n'augmenterait jamais les impôts.

On avait la lâcheté de ne pas mettre fin à l'ISF, impôt absurde et destructeur (que même les économistes de gauche qui pontifient dans les medias avaient renoncé à défendre) et la stupidité politique de laisser croire que les riches ne seraient plus jamais solidaires en cas de besoin grâce au bouclier fiscal. Au lieu de la grande réforme d'apaisement fiscal qui aurait vu la fin de l'ISF comme on le connaît (son assiette aurait été transférée sur les très hauts revenus, les stocks options et un certain nombre de dispositifs choquants comme les retraites chapeau et autres golden hello ou parachutes), une large amnistie permettant de faire revenir des dizaines de milliards d'euros de l'étranger tout en renflouant les caisses de l'état, on a vu Eric Woerth jouer les épouvantails et les grands moralisateurs (ici encore pour complaire à la sondagite de Nicolas Sarkozy et son goût pour le politiquement correct populiste). Puisqu'on parle d'Eric Woerth notons que lors du débat chez Arlette Chabot il a eu une défense pitoyable du bouclier fiscal. Il n'a même pas osé dire que les éléments d'imposition pris dans le fameux bouclier ne représentent que le tiers des prélèvements obligatoires (les deux grosses parts sont les charges patronales et la TVA à la quelle il faut ajouter toutes les taxes). Ce qui fait qu'un "riche", selon la structure de son activité va payer entre 80 et 90% d'impôts. Ce qu'a fait le bouclier c'est simplement d'éviter que l'ISF ne fasse passer le taux d'imposition de dizaines de milliers de Français au dessus de 100%, taux qu'on peut juger légitimement comme "anti républicain". Seulement, s'il avouait cela, E. Woerth perdait toute crédibilité à droite, enfin ce qu'il en reste.

En même temps on lançait mille réformettes n'allant jamais au fond des choses et dont beaucoup suspectent qu'elles ont finalement coûté plus cher que les gains obtenus. L'effet d'affichage a semblé toujours l'emporter sur la réalité concrète. On n'a pas voulu affronter les syndicats, comme du temps de Chirac. Sur les retraites, la prise en compte de la "pénibilité", ce concept totalement infondé, leur annonçait qu'on ferait semblant de réformer mais que des arrangements seraient possibles pour les

noyaux durs de la clientèle syndicale.

La confusion était entretenu par les contradictions entre mots et faits :

- Plus de sécurité ? Mais moins de fonctionnaires de police et aucun abandon des 35 heures qui a vidé les commissariats. Et une hausse des violences urbaines.
- Priorité à l'éducation ? Non seulement moins de professeurs mais aucun réel changement lourd assurant la reprise en main du bateau ivre. Le symbole : le maintien d'un système démagogique qui conserve dans la scolarité classique des gamins qui ne savent ni lire et écrire au nom d'un égalitarisme de façade.
- Priorité à la santé ? Mais on n'a pas supprimé les 35 heures dans les hôpitaux. On a préféré un bureaucratie de type soviétique à des formules plus souples. Le symbole : la grippe A où une ministre censément de droite décrète le Gosplan, met en place une usine à gaz et lance des dépenses pharaoniques, bloquant mille projets utiles, indispose l'ensemble de la communauté médicale, pour quasiment rien. Ici encore la volonté de N. Sarkozy, l'oeil rivé aux sondages, de coller à l'opinion publique, et de montrer sa complaisance aux idées politiquement correctes, a détourné le gouvernement d'agir raisonnablement.

Dans la pratique tous les services majeurs de l'Etat sont en aussi mauvais état qu'avant. La Justice est toujours effondrée, noyée sous une délinquance traditionnelle si massive qu'elle déborde les moyens de répression, mais aussi par la multiplication des nouveaux délits pénaux dits "de société". Dirigée par des fonctionnaires de la filière juridique qui n'ont exactement aucune notion de gestion et qui sont totalement incapables de maîtriser les processus informatiques et logistiques, la justice c'est le Haïti de notre Administration bien aimée. Nous laissons au lecteur le soin de compléter la liste.

- la rupture s'est réduit à l'illusion de la RGPP, gratouillette à dépenses publiques là où il fallait sortir la charrue pour déraciner toutes les sources de dépenses inutiles et surtout boucher tous les trous en dessous de la ligne de flottaison. Pendant qu'on enlevait les mauvaises herbes au sécateur, on n'a pas vu que tout le terrain glissait. Le jardinier est désormais assis, son sécateur à la main, dans la gadoue en contrebas.

- Un autre symbole aurait été une vraie réforme de la SNCF. On sait qu'il est impossible de faire fonctionner cette société avec le statut actuel des cheminots et dans le sureffectif perpétuel. Nous avons déjà raconté ici que dès 1970 le fret SNCF était considéré comme "perdu" et irréformable. Depuis quarante ans on fait semblant de le réformer. A chaque fois on déverse des milliards en essayant de les associer avec des thèmes à la mode (le dernier mot clé était "ferroutage"). Résultats : la perte cumulée de 2008 et 2009 pour le fret égale le chiffre d'affaire ! Où est la rupture ? Où est la raison ? Dans un pacte secret entre le Prédisent et les leaders syndicalistes sur autre chose, par exemple la réforme des retraites ? On disait bien que de Gaulle, l'épée, et Pétain, le bouclier, était secrètement d'accord...Pendant ce temps là, la Deutsche Bahn, frappée tout aussi durement par la crise, n'annonçait pas de pertes ; juste une baisse de ses bénéfices.

La vérité qui tout à coup est apparue en plein jour est que Nicolas Sarkozy était dans le calcul et la manœuvre de l'opinion, pas dans les réformes dures qui font mal mais redressent durablement un pays qui s'est laissé glissé. N'est pas Thatcher ou Reagan qui veut. Si on ajoute que le "matamore" s'est révélé aussi un parfait "m'as-tu-vu" (je reprends ici des mots entendus dans les médias), au moins selon les critères de son électorat de base, on peut difficilement être surpris par l'incroyable et historique abstention qui a gâché les élections régionales.

La difficulté pour N. Sarkozy est qu'il peut difficilement revêtir maintenant le costume de Churchill ou le tailleur de Thatcher. Avec son style faubourien il ne peut pas non plus être de Gaulle, même en s'agitant sur le front extérieur, censé doter de la stature à ceux qui n'en ont pas spontanément. Sarkozy il est et il restera.

Notre conseil : oublier les aspects "images" et "sondages" pour se concentrer, avec vérité et efficacité, sur les chantiers essentiels sans plus se préoccuper de l'élection de 2012.

Il est encore temps d'être utile au pays.